



Philippe Plisson

*Député-Maire de St Caprais de Blaye
Conseiller Général de la Gironde*

Question au Gouvernement du 12 octobre 2010

Réforme des retraites

M. le président. La parole est à M. Philippe Plisson, pour le groupe socialiste, radical, citoyen et divers gauche.

M. Philippe Plisson. Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. Privé de parole, comme 140 de mes collègues, le 15 septembre dernier (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), je vais enfin pouvoir exprimer aujourd'hui la légitime expression due à un élu du peuple sur le sujet vital de la réforme des retraites.

En ce moment, plusieurs millions de citoyens sont dans la rue (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP*), soutenus selon les sondages par 71 % des Français, pour crier leur refus de ce projet qui s'inscrit parmi les plus formidables régressions sociales de notre histoire.

Alors que les gains de productivité ont augmenté de 30 % en vingt-cinq ans, dix points de la richesse totale produite en France sont passés des poches des producteurs à celles des rentiers : ce sont ainsi 195 milliards par an qui sont versés à ceux qui s'enrichissent en dormant, selon le mot de François Mitterrand.

Plus caricaturale encore est cette disposition légale qui a permis à la Société générale de recevoir de l'État, en déduction d'impôt, 1,7 milliard d'euros sur les 4,9 milliards qu'elle avait perdus dans les acrobaties financières de Jérôme Kerviel.

Cette offrande, comme celle du bouclier fiscal qui redistribue chaque année 600 millions d'euros aux plus riches, constitue un marqueur idéologique de votre politique.

Monsieur le Premier ministre, le discours du courage que vous nous délivrez avec des trémolos dans la voix ne trompe personne. Vous avez bien fait le choix délibéré de vous attaquer aux plus faibles, pour préserver les prébendes de ceux que vous soutenez, que vous protégez, que vous représentez : le camp des nantis et le clan du *Fouquet's*. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Monsieur le Premier ministre, vous ne pouvez gagner contre le peuple français ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique.

M. Éric Woerth, ministre du travail, de la solidarité et de la fonction publique. Monsieur le député, les gains de productivité en France ont augmenté, c'est vrai – je parle sous le contrôle de Mme la ministre de l'économie –, de façon spectaculaire. Mais cela a également été le cas dans d'autres pays et nous devons en tenir compte.

En ce qui concerne le travail et le capital, vous nous reprochez d'avoir trop rémunéré le second et insuffisamment le premier. La vérité est qu'en France, depuis 1950, la répartition entre capital et travail n'a pas évolué. (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR.*) C'est un des seuls pays où elle est restée stable.

Vous devriez donc reconnaître que nous avons su maintenir dans notre pays un équilibre : deux tiers pour le travail et un tiers pour le capital. Votre discours n'est vraiment pas celui du courage, c'est le moins que l'on puisse dire, mais celui de l'évitement. Vous voulez absolument éviter de parler des retraites. C'est l'exercice auquel se livre le parti socialiste depuis plusieurs mois maintenant : parlons des retraites, mais évitons de proposer une solution. Parmi nos solutions à nous, figurent le recul de l'âge de la retraite, mais aussi la possibilité d'augmenter les recettes qui financeront les pensions. Quelles sont-elles ? La dernière tranche de l'impôt sur le revenu sera relevée d'un point, les stock-options et les retraites chapeaux seront taxées – alors que vous n'aviez jamais osé le faire, c'est la troisième fois que nous revenons sur ces dispositifs. Les revenus du patrimoine seront également mis à contribution : le prélèvement libératoire sur les dividendes sera augmenté, ainsi que l'imposition des plus-values immobilières, et les prélèvements sociaux iront financer les avancées décidées au Sénat, il y a quelques jours, pour les mères de famille de trois enfants et pour les parents d'enfants handicapés. Oui, monsieur le député, notre réforme est équilibrée ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UMP et NC.*)